

Droit et Internet : risques et responsabilités de l'entreprise

Cours Synthèse de 2 jours - 14h

Réf : IRR - Prix 2024 : 1 950€ HT

Le prix pour les dates de sessions 2025 pourra être révisé

Ce cours vous permettra d'évaluer et de limiter les responsabilités et les risques juridiques liés à Internet pour votre entreprise, en appréhendant l'environnement juridique d'Internet, mais également par le biais de la sécurisation des contrats et transactions en ligne, dans un contexte juridique nécessitant le respect des données personnelles.

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

À l'issue de la formation l'apprenant sera en mesure de :

Connaître l'environnement juridique d'Internet

Sécuriser les contrats en ligne

Identifier et limiter les risques liés aux données personnelles

Cerner les responsabilités liées à la diffusion d'un contenu illicite

Sécuriser efficacement les transactions et paiements en ligne

Eviter et gérer les contentieux liés à Internet

MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

Apports théoriques et pratiques, études de cas, mises en situation, partages d'expériences.

LE PROGRAMME

dernière mise à jour : 08/2018

1) Connaître l'environnement juridique d'Internet

- Dissiper le mythe du vide juridique : le droit d'Internet et le droit applicable à Internet.
- Acquérir les connaissances générales habituelles en matière de cadre juridique d'Internet.
- Identifier les principaux acteurs en France et à l'étranger : ICANN, AFNIC, CNIL, HADOPI...
- Connaître le cadre juridique de la protection contractuelle spécifique à Internet : la LCEN, la loi DADVSI...
- Cerner les contraintes juridiques relatives à la protection du consommateur dans les contrats à distance (B2C).
- Définir précisément les lois régissant la publicité sur Internet et leurs implications concrètes.

2) Sécuriser les contrats de vente et de prestations de services en ligne

- L'acceptation de l'offre de vente et la conclusion du contrat de vente sur Internet.
- Appliquer les obligations de l'acheteur et du cybervendeur : les points de vigilance.
- Les modalités de mise en jeu des responsabilités juridiques dans le cadre du e-commerce.
- Les ventes réalisées à l'étranger : la question du droit applicable.
- La gestion de la contrainte du droit de rétractation du consommateur.
- Les risques encourus dans l'hypothèse de non-respect des obligations d'un cybervendeur.

PARTICIPANTS

Dirigeants d'entreprises, responsables du développement e-business, managers, juristes, collaborateurs des départements contentieux.

PRÉREQUIS

Aucune connaissance particulière.

COMPÉTENCES DU FORMATEUR

Les experts qui animent la formation sont des spécialistes des matières abordées. Ils ont été validés par nos équipes pédagogiques tant sur le plan des connaissances métiers que sur celui de la pédagogie, et ce pour chaque cours qu'ils enseignent. Ils ont au minimum cinq à dix années d'expérience dans leur domaine et occupent ou ont occupé des postes à responsabilité en entreprise.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Le formateur évalue la progression pédagogique du participant tout au long de la formation au moyen de QCM, mises en situation, travaux pratiques...

Le participant complète également un test de positionnement en amont et en aval pour valider les compétences acquises.

MOYENS PÉDAGOGIQUES ET TECHNIQUES

- Les moyens pédagogiques et les méthodes d'enseignement utilisés sont principalement : aides audiovisuelles, documentation et support de cours, exercices pratiques d'application et corrigés des exercices pour les stages pratiques, études de cas ou présentation de cas réels pour les séminaires de formation.
- À l'issue de chaque stage ou séminaire, ORSYS fournit aux participants un questionnaire d'évaluation du cours qui est ensuite analysé par nos équipes pédagogiques.
- Une feuille d'émargement par demi-journée de présence est fournie en fin de formation ainsi qu'une attestation de fin de formation si le stagiaire a bien assisté à la totalité de la session.

MODALITÉS ET DÉLAIS D'ACCÈS

L'inscription doit être finalisée 24 heures avant le début de la formation.

ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Vous avez un besoin spécifique d'accessibilité ? Contactez Mme FOSSE, référente handicap, à l'adresse suivante psh-accueil@orsys.fr pour étudier au mieux votre demande et sa faisabilité.

3) Identifier et limiter les risques liés aux données personnelles

- Les différentes atteintes à la vie privée des clients ou des salariés de l'entreprise.
- La gestion de la problématique de l'usurpation d'identité.
- La diffamation, l'injure et le dénigrement : comment les appréhender ?
- La nécessaire modération des contenus et les modalités de filtrage des commentaires.
- Le respect des règles de collecte des données personnelles : conservation, archivage, confidentialité.
- Le droit d'accès et de rectification des données personnelles.
- Le dialogue avec la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).
- L'e-réputation et le droit à l'oubli : les récentes évolutions réglementaires.
- La question de la protection des données personnelles et les difficultés afférentes.

4) Cerner les responsabilités liées à la diffusion d'un contenu illicite en ligne

- L'identification du responsable au niveau juridique.
- La problématique éditeur/hébergeur : la distinction des responsabilités de chacun.
- Les modalités de mise en œuvre de la responsabilité juridique.
- Le régime de la preuve de l'infraction.
- Les différentes sanctions applicables.

Exemple : La mise en jeu de la responsabilité juridique de l'entreprise.

5) Sécuriser efficacement les transactions et les paiements en ligne

- La notion de fourniture de service de paiement.
- L'usurpation d'identité sur Internet : recours et conséquences.
- La question de la révocabilité de l'ordre de paiement par carte bancaire.
- La responsabilité en matière de sécurité des transactions.
- La protection des données : la cryptologie.

Etude de cas : Cas relatif au paiement en ligne.

6) Publicité sur Internet : quelles sont les contraintes ?

- Le cadre juridique global de la publicité sur Internet.
- Les règles spécifiques de la prospection commerciale par e-mailing.
- Les sanctions applicables.

Etude de cas : Cas réel de litige relatif à la publicité en ligne.

7) Eviter et gérer les contentieux liés à Internet

- Les différents types de litiges possibles.
- Le traitement des échanges internationaux de biens et de services par Internet.
- La problématique des faits commis à l'étranger.

Etude de cas : Cas de contentieux lié à Internet.

8) Droit du travail et Internet : savoir limiter les conflits

- Le surf sur Internet : les droits et obligations des salariés.
- Les modalités de contrôle de l'utilisation d'Internet par les salariés.
- Les modalités de contrôle de l'utilisation de la messagerie par les salariés.
- Les modalités d'accès par l'employeur au poste de travail et à la messagerie des salariés.
- L'intérêt de la création d'une charte interne à l'entreprise.
- L'indispensable suivi de la jurisprudence en la matière.
- Les différents arrêts rendus par les cours d'appel et la Cour de cassation.

LES DATES

CLASSE À DISTANCE

2024 : 14 nov.

2025 : 25 mars, 07 oct.

PARIS

2025 : 18 mars, 30 sept.